

# Lorsque la politique se mêle de religion

**Depuis des mois, le monde politico-médiatique ne cesse de ramener le religieux sur le devant de la scène, islam en tête. Les valeurs chrétiennes ne sont pas en reste, certains partis les revendiquent à nouveau avec force.**

Aline Bachofner

**A** peine l'initiative contre les minarets votée, le président du Parti démocrate chrétien Christophe Darbellay lançait une offensive contre la burqa. Depuis, quelques-unes parmi la petite centaine de femmes voilées intégralement en Suisse font régulièrement la une des journaux. En Belgique, en France et désormais en Argovie, il est interdit de se promener en niqab ou en burqa. Mais qu'ont donc les politiciens à se soucier à ce point de phénomènes religieux minoritaires?

L'augmentation du nombre de musulmans en Suisse au cours des dix dernières années, l'évolution de la situation politique internationale et la perte de vitesse du christianisme ont poussé le monde politique à prendre les devants face à d'éventuelles revendications musulmanes et à réaffirmer clairement la laïcité de l'Etat.

## La laïcité, qu'est-ce que c'est ?

Principe fondamental, notamment à Genève, la laïcité implique la neutralité de l'Etat en matière de religion. En ne favorisant pas une Eglise par rapport à une autre, l'Etat laïque se veut le garant de la liberté religieuse. L'Assemblée constituante genevoise s'est récemment mise d'accord sur la formulation de la laïcité dans la future Constitution qui sera soumise au vote en 2012 : «L'Etat, les communes et les institutions publiques sont laïques. Ils observent une neutralité religieuse.» Et plus loin : «Les Autorités entretiennent des relations avec les communautés religieuses». Une laïcité de reconnaissance et d'ouverture qui

permet un dialogue, car force est de constater qu'en dépit d'une sécularisation avancée de la société suisse, la religion reste objet de débat.

La laïcité fait aujourd'hui l'objet d'un large consensus, tant du point de vue des chrétiens que des agnostiques ou des musulmans. Ces derniers l'ont souligné à de multiples reprises dans le débat sur les minarets, c'est en effet ce principe qui leur permet de célébrer leur culte dans un pays où ils représentent une minorité. Pourtant, les revendications de groupes minoritaires tels que le Conseil central islamique pour des exceptions, notamment en matière scolaire, sèment le trouble dans les esprits.

## Une inspiration chrétienne

On reproche volontiers à l'islam d'être trop politique, mais on oublie parfois que le christianisme a été et continue d'être une inspiration importante des actions politiques et que la laïcité a mis des siècles à s'imposer. En Suisse, plusieurs partis se revendiquent toujours ouvertement – mais à des degrés divers – des valeurs chrétiennes : le Parti démocrate chrétien (PDC), le Parti évangélique (PEV), l'Union démocratique fédérale (UDF) ou encore le Parti chrétien social (PCS). «A l'exception du PEV et de l'UDF, l'ensemble de la classe politique évoque le christianisme comme un élément fondamental de notre culture, de notre héritage et de nos racines, dont l'oubli signifierait une perte identitaire», relève Andrea Rota, chercheur en sciences des religions à la Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg. «Pour qu'un argument religieux soit mieux accepté dans la sphère politique, il doit être formulé

de manière a-religieuse». Les valeurs évangéliques, présentées en lien avec des valeurs fondamentales comme la solidarité, la responsabilité individuelle ou la dignité de la personne, ne seront pas perçues comme religieuses.

C'est la ligne adoptée par le Parti démocrate chrétien depuis fort longtemps. Fondé par des catholiques conservateurs, le PDC s'est peu à peu affranchi de son étiquette confessionnelle et de ses liens avec l'Eglise catholique, s'ouvrant à toutes les confessions, puis à tous les courants de croyance et de pensée. Au point de se demander, encore récemment, s'il y avait lieu de conserver le «C» de son sigle. Pour Jacques Neyrinck, conseiller national, l'épithète chrétienne a encore tout son sens : «C'est justement parce que notre société se sécularise que cet ancrage chrétien est important. Il nous rappelle que si la Suisse ne connaît plus la torture judiciaire ni la peine de mort, si les malades sont soignés et le statut de la femme enfin reconnu, c'est largement grâce aux valeurs chrétiennes!».

## Un ancrage constitutionnel

Reste que si l'héritage chrétien est omniprésent en Suisse, certains craignent qu'il ne disparaisse peu à peu au profit d'une pluralité confuse de religions et de valeurs. Le PEV songe ainsi à l'ancrer clairement dans la Constitution fédérale. Contrairement au PDC qui tend à considérer la religion chrétienne comme un terreau fertile dans lequel il a poussé mais dont il s'est émancipé, le Parti évangélique puise dans le christianisme les fondements de son discours et de son programme, trouvant dans les Evangiles des réponses aux défis d'aujourd'hui. Le PEV planche ainsi actuellement sur un projet d'initiative populaire qui ferait de l'héritage chrétien une source d'inspiration pour les générations à venir. Le parti souhaite ajouter à l'article 72 de la Constitution fédérale : «La Suisse se nourrit de son héritage chrétien». «Cet article qui règle les liens Eglises-Etat se compose de trois alinéas qui se contentent de renvoyer la responsabilité aux cantons et de stipuler que la construction de minarets est interdite, remarque François Bachmann, vice-président



▲ Cette scène dans les rues de Bruxelles appartient au passé. Il sera désormais interdit de porter le voile intégral en Belgique, en France et... dans le canton d'Argovie. KEYSTONE

du Parti évangélique suisse. Nous souhaitons mettre en évidence que la liberté de croyance a une source chrétienne.» Mais en stipulant que la Suisse «se nourrit» de l'héritage chrétien et non qu'elle s'y fonde ou s'y adosse, c'est bien un programme pour l'avenir que le parti évangélique souhaite inscrire dans la Constitution. «Nos institutions sont fondées sur des valeurs chrétiennes. Si on ne les reconnaît pas clairement, n'importe qui pourra revendiquer le mardi comme jour de congé officiel», affirme François Bachmann.

Andrea Rota voit toutefois un risque dans le projet du PEV: «En mentionnant l'héritage chrétien exclusivement, le PEV ouvre la porte à une définition unilatérale de la société suisse. Sous-entendu: si on ne s'y reconnaît pas, on peut passer son chemin.» Or l'héritage chrétien s'interprète, souligne le chercheur, ce n'est pas une règle mathématique universellement applicable. Jacques Neyrinck n'adhère pas non plus à la proposition de ses collègues de groupe aux Chambres fédérales. «Un christianisme bien compris n'est pas exclusif. La marque de l'authenticité

d'une religion, c'est qu'elle n'exclut pas les autres.» L'héritage chrétien ne doit donc pas être une entrave à la construction d'une société plurielle.

### L'islam, religion assumée face à un christianisme désorienté

Présidente du Forum pour un islam progressiste, Saïda Keller-Messahli ne se sent pas particulièrement heurtée, en tant que musulmane, par le projet d'initiative du PEV. Elle la trouve cependant révélatrice du malaise ambiant autour du religieux. «Ecrire dans la Constitution suisse que ce pays repose sur les valeurs chrétiennes, c'est un signe que ces valeurs sont en difficulté. Les écrire noir sur blanc ne changera rien au fait que toujours plus de gens se disent sans appartenance religieuse.»

Or si l'islam dérange aujourd'hui, c'est précisément parce qu'il sait bien qu'elle place il accorde au religieux. «L'islam est un miroir brandi devant les yeux d'un christianisme désorienté», poursuit Saïda Keller-Messahli. Mais lorsque ce

miroir prend l'aspect d'une dévotion extrême, il heurte jusqu'aux musulmans eux-mêmes. «La burqa est un symptôme, estime la Présidente du Forum pour un islam progressiste. En Suisse, elle est surtout portée par des femmes qui ne sont pas nées dans l'islam.» Des femmes qui ont eu l'entière liberté de choisir leur religion, leur habillement et qui choisissent de «s'envelopper dans un cocon, de s'abstraire du monde». «Ces femmes disent vouloir échapper aux regards des hommes, mais paradoxalement elles attirent tous les regards. Et en voulant se protéger d'une société qui connaît toujours plus l'insécurité, elles la créent...», souligne Saïda Keller-Messahli.

Curieusement, la burqa pourrait bien être facteur d'unité. Qu'on soit pour ou contre son interdiction, l'écrasante majorité des habitants de ce pays, chrétiens, juifs, musulmans, agnostiques, sont unanimes pour reconnaître que ce morceau de tissu exclut de la société plus qu'il ne rapproche de Dieu. L'occasion de découvrir que nos valeurs ne sont finalement pas si éloignées?